



Conseil économique et social

Distr. générale
13 novembre 2012
Français
Original: anglais

Comité des droits économiques, sociaux et culturels Quarante-neuvième session

Compte rendu analytique partiel* de la 29^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le lundi 12 novembre 2012, à 10 heures

Président: M. Pillay

Sommaire

Ouverture de la session

Déclaration d'une représentante du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

Adoption de l'ordre du jour

* Il n'est pas établi de compte rendu pour le reste de la séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Ouverture de la session

1. **Le Président** déclare ouverte la quarante-neuvième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

Déclaration d'une représentante du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

2. **M^{me} Kran** (Directrice de la Division de la recherche et du droit au développement), passant en revue les activités menées par le HCDH qui présentent un intérêt particulier pour le mandat du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, dit que la Division de la recherche et du droit au développement a élaboré de nombreux rapports de fond en application des décisions du Secrétaire général, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme et fourni une coopération technique sur différents thèmes relatifs aux droits de l'homme à divers partenaires. La Division a également activement encouragé la protection juridique des droits économiques, sociaux et culturels et les efforts qu'elle a déployés ont permis à l'Argentine, la Bolivie, l'Équateur, et à El Salvador de ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et au Burkina Faso, au Cap-Vert, au Costa Rica et au Kazakhstan de signer cet instrument.

3. **M^{me} Kran** ajoute qu'étant chargée de gérer les savoirs, c'est-à-dire d'identifier les leçons issues de l'expérience et de veiller à leur application systématique, la Division a tenu des consultations régulières sur de nouvelles problématiques, telles que les droits économiques, sociaux et culturels dans les processus de justice de transition, les femmes et les droits économiques, sociaux et culturels, et les droits fondamentaux des personnes âgées. La Division s'est inspirée des travaux du Comité, en particulier de la corrélation étroite qui existe entre la terre et la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels pour recadrer les problèmes et mettre au point des documents d'orientation. **M^{me} Kran** a le plaisir d'annoncer que d'ici à la fin 2012, le Haut-Commissariat lancera un site Internet qui contiendra toute une série d'outils sur les droits fonciers et les droits de l'homme, qui, espère-t-elle, sera utile au Comité. Rappelant les activités menées il y a peu par le Haut-Commissariat sur la question des expulsions forcées et du droit à un logement décent, **M^{me} Kran** indique qu'un groupe d'experts a tenu une réunion sur le droit de ne pas être expulsé en octobre 2012 à laquelle le Rapporteur spécial sur le logement décent et **M^{me} Shin** ont participé. Le HCDH et le Comité ont aussi étroitement collaboré en vue de l'élaboration d'une méthode globale d'utilisation des indicateurs et critères de référence d'évaluation du respect des droits de l'homme, qui donnent des orientations concrètes aux États parties pour assurer la jouissance des droits de l'homme et le suivi des observations finales. Un guide d'utilisation sera publié prochainement à l'intention des organismes gouvernementaux, des institutions nationales des droits de l'homme et d'autres parties prenantes.

4. Évoquant le programme de travail du Comité à la présente session, **M^{me} Kran** indique qu'outre ses activités usuelles, le Comité doit examiner la question du renforcement des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le HCDH se félicite que le Conseil économique et social ait approuvé l'augmentation provisoire des ressources allouées au Comité, décision qui devait être adoptée par l'Assemblée générale. Pour ce qui est du rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur le renforcement des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (A/66/860), **M^{me} Kran** indique que **M. Salama**, Directeur de la Division des instruments relatifs aux droits de l'homme du HCDH, informera le Comité des événements les plus récents s'étant produits en la matière et considère que le Comité discutera des recommandations formulées dans ce

rapport au regard de ses propres méthodes de travail. Le Président du Comité rendra certainement compte aux membres du Comité de la Réunion annuelle des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme tenue il y a peu et qui a approuvé les Principes directeurs relatifs à l'indépendance et à l'impartialité des membres des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme («Principes directeurs d'Addis-Abeba»). M^{me} Kran remercie enfin les membres sortants du Comité, à savoir M^{me} Barahona Riera, M. Riedel et M. Texier, pour leur engagement dévoué pendant de longues années au service de celui-ci et espère que le HCDH pourra continuer de compter sur leur coopération.

5. **M. Schrijver**, évoquant la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), demande si le HCDH s'est assuré que les droits de l'homme continuent de faire intégralement partie du processus de développement. Il souhaite également connaître la position du Siège des Nations Unies à l'égard du droit au développement.

6. **Le Président**, s'exprimant en sa qualité de membre du Comité, souhaite savoir quel sera l'ordre du jour en matière de développement pour l'après-2015, si le HCDH a une perspective optimiste concernant les droits de l'homme dans ce contexte et si les objectifs de développement resteront liés à la réalisation des droits de l'homme.

7. **M. Sadi** souhaite savoir si, pour le HCDH, les tendances économiques mondiales risquent de porter atteinte aux droits de l'homme et si la réalisation des objectifs relatifs aux droits de l'homme restera dissociée de la réalité économique des restrictions budgétaires et des programmes d'austérité.

8. **M^{me} Kran** (Directrice de la Division de la recherche et du droit au développement) indique que le HCDH a suivi de près les préparatifs à la Conférence Rio+20 et accueille assez favorablement le document final de cette conférence, car il s'attendait à un texte moins positif. Elle indique qu'elle transmettra au Comité une note indiquant les points qui selon le HCDH sont un succès. Le HCDH a saisi l'occasion de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement pour recommander vivement l'adoption de mesures de sensibilisation. Le climat économique actuel pose problème à la mise en œuvre du droit au développement. Cela vaut toutefois aussi pour les autres droits de l'homme et il faut donc faire preuve de créativité quant aux moyens d'y faire face. Plusieurs États membres qui n'ont pas fait montre par le passé d'un intérêt particulier pour le droit au développement ont fait valoir auprès du Haut-Commissariat un regain d'intérêt pour la question. S'agissant de l'ordre du jour du développement pour l'après-2015, M^{me} Kran indique que deux fonctionnaires du HCDH travaillent à plein temps sur la question et préparent les documents en vue de la négociation de la prochaine série d'objectifs qui devront être établis. Nonobstant les obstacles internes, le HCDH est en liaison avec le Conseiller juridique du Secrétaire général pour ce qui a trait à la planification du développement pour l'après-2015 et celui-ci a clairement indiqué que les droits de l'homme doivent faire partie des questions discutées. En outre, le groupe de haut niveau sur la planification du développement pour l'après-2015 a défini les principes pour aller de l'avant, et notamment assuré que le développement durable est indissociable de la réalisation des droits de l'homme. Parallèlement, conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le HCDH mène des consultations auprès de partenaires sur des questions telles que la gouvernance et la surveillance des droits de l'homme. Des obstacles se dressent devant nous mais le processus est, à certains égards, bien engagé.

Adoption de l'ordre du jour (E/C.12/49/1 et Corr.1)

9. **Le Président** indique qu'un autre rectificatif sera publié pour indiquer le nombre exact de séances que le Comité prévoit de tenir.

10. *L'ordre du jour est adopté sous cette réserve.*

Le débat résumé prend fin à 10 h 40.